

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 02 AVRIL 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 25 mars 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Mardi 02 avril 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Radikah JUMMUN, , Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Jean-Michel LEGRAND donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,  
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,  
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Bernard TAVERNIER,  
Denis COLLET,  
Umus PERRONE,  
Eric TRINQUET

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,  
Thomas GIRARD.

Il est rappelé au Conseil Municipal l'acquisition réalisée par l'EPF de l'Ain, à la demande de la Commune, par acte authentique en date du 18 décembre 2014, du tènement immobilier situé 18 place de la Déportation et correspondant à l'ancienne gare abritant aujourd'hui la Maison du Lien.

En vertu de la convention de portage signés entre la Commune et l'EPF de l'Ain, la commune de Nantua s'est engagée à racheter ce bien au terme de 10 années de portage, suivant la signature de l'acte soit le 18 décembre 2024.

Le montant de la revente s'élève à 144 617,80 € HT, correspondant au prix d'acquisition de 144 500 euros HT majoré des frais d'acquisition de 2565,80 euros HT et diminué de la revente partielle de 2488 euros HT.

Toutefois, et compte tenu des annuités déjà versées par la collectivité d'un montant de 130 319,22 euros HT, le restant dû à verser par la Commune lors de la signature de l'acte s'élèvera au montant de 14 298,58 euros HT.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

La Commune devra également s'acquitter des frais de portage jour de la rétrocession et du prorata de taxe foncière 2024 calculé en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de l'année. Ces frais de portage s'entendent hors taxe, avec un taux de TVA applicable de 20%.

Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS a :

- **APPROUVE** la rétrocession, par l'EPF de l'Ain, à la commune de NANTUA, du tènement au prix de 144 617,80 euros HT selon les modalités exposées ci-dessus.
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents et tous actes à intervenir en vue de la bonne réalisation de ce dossier.
- **PRECISE** que les crédits nécessaires à l'opération ont été inscrits au Budget Communal primitif 2024 .

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.  
Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Le Secrétaire de séance,  
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.